

PR



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION
GENERALE

Bureau de
l'Environnement

Affaire suivie par Mme FAUVEL
☎ 03.87.34.85.30

ARRETE

N° 2004-AG/2- 119
en date du 11 MARS 2004

mettant en demeure la société DLM de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2001 autorisant la poursuite des activités de la société Lutrac Industrie à Luttange.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le Code de l'Environnement - livre V titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L.514-1. ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris en application des dispositions susvisées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-220 du 12 juin 2001 autorisant la Société Nouvelle LUTRAC INDUSTRIE S.A. à poursuivre l'exploitation de ses installations à LUTTANGE ;

VU le courrier de la société LUTRAC INDUSTRIE, en date du 9 septembre 2003, déclarant la reprise, par la société DLM, des activités soumises à autorisation ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 23 janvier 2004 ;

CONSIDERANT que la société DLM ne respecte pas les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité ;

CONSIDERANT que plusieurs tonnes de déchets solides et liquides, toxiques pour certains, sont entassés sur le site d'exploitation de LUTTANGE, en infraction avec les articles 27, 28 et 29 de l'arrêté préfectoral précité ;

CONSIDERANT que ces déchets présentent des risques sérieux de pollution des eaux et des sols ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

Arrête,

Article 1

La société DLM, dont le siège social est situé Chemin de Mancy 57935 LUTTANGE, est mise en demeure de respecter les articles 5, 7, 9, 11, 13, 17, 19, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 32, 33, 34, 35, 39, 40, 45, 46, 47.1, 47.2, 48, 53, 55, 56, 57 et 60 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 juin 2001.

et ceci selon l'échéancier présenté dans le tableau ci-dessous :

Prescriptions à respecter	Délai de mise en œuvre
Article 5	3 mois ✓
Article 7	3 mois ✓
Article 9	2 mois ✓
Article 11	1 mois ✓
Article 13	1 mois ✓
Article 17	3 mois ✓
Article 19	3 mois ✓
Article 22	3 mois ✓
Article 23	3 mois ✓
Article 24	3 mois ✓
Article 25	3 mois ✓
Article 26	1 mois ✓
Article 27	15 jours ✓
Article 28	15 jours ✓
Article 29	15 jours ✓
Article 32	3 mois ✓
Article 33	3 mois ✓
Article 34	3 mois ✓
Article 35	3 mois ✓
Article 39	15 jours ✓
Article 40	1 mois ✓
Article 45	15 jours ✓
Article 46	1 mois ✓
Article 47.1	2 mois ✓
Article 47.2	3 mois ✓
Article 48	2 mois ✓
Article 53	1 mois ✓
Article 55	Immédiatement ✓
Article 56	3 mois ✓
Article 57	3 mois ✓
Article 60	3 mois ✓

Article 2

La société DLM est mise en demeure d'éliminer, dans le respect de la réglementation en vigueur et dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'ensemble des déchets issus de l'activité peinture et traitement de surface accumulés sur le site d'exploitation.

Article 3

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du titre I du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 4

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Sous-Préfet de Thionville, le Maire de Luttange, les inspecteurs des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le 11 MARS 2004

LE PREFET,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général,



Marc-André GANIBENO

